

RÉDACTION

BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Ruelle St-François 20.
On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 10 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES

HAASENSTEIN & VOGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Nyon, Châtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

LAUSANNE, 7 octobre 1891.

Le tarif douanier.

On le discute, à cette heure, un peu partout en Suisse. Producteurs et consommateurs sont aux prises et font leur bilan.

Dans ce débat contradictoire où tant d'intérêts divers se croisent, il est assez difficile de discerner les principes d'intérêt général. Il y faut pourtant remonter si on veut conserver quelque vue d'ensemble et ne pas se laisser aveugler par les détails.

C'est ce que la Chambre de commerce de Bâle vient de faire par la plume autorisée de M. Geigy-Merian, son président, ancien député au Conseil national. On sait le rôle considérable que cet honorable citoyen a joué dans la négociation et la discussion des derniers traités de commerce, aujourd'hui dénoncés. Personne en Suisse, par conséquent, n'est mieux placé que lui pour donner sur une matière aussi complexe un avis compétent.

La Chambre de commerce rappelle qu'elle a déjà combattu le tarif de 1887. Elle entend par conséquent mettre les chiffres du tarif sur lequel le peuple suisse votera dans quelques jours en regard de ceux des tarifs de 1884 et de 1887, déjà indûment majorés.

Il résulte de cette comparaison que les droits majorés par le tarif proposé représentent, en chiffre rond, 11 millions de francs uniquement sur les denrées alimentaires et les produits de première nécessité.

Ce qui veut dire qu'en prenant pour base les marchandises importées en 1890, le fisc prélèvera de plus qu'en 1884, si le tarif nouveau est adopté : sur le café et ses succédanés, 328,000 francs; sur la farine, le riz, le maïs, 477,000 francs; sur les vins, 2,400,000 francs; sur le bétail à cornes, 2,280,000 fr.; sur les porcs, 890,000 francs; sur les tissus de laine, 2,400,000 francs; les confectés de laine et de mi-laine, 814,000 francs; la mercerie, 289,000 francs, etc.

En total, l'application du nouveau tarif représenterait, pour l'ensemble de la population suisse, un surcroît d'impôt de 15 millions de francs, lequel sera prélevé essentiellement sur les classes peu fortunées et portera directement sur leurs moyens d'existence. Elles ne pourront s'y soustraire qu'en réduisant leur consommation. Cette réduction de la consommation qui dénote un état de gêne et de souffrance est incontestablement un malheur lorsqu'elle porte sur les produits nécessaires. Elle n'est déjà que trop réelle sous le régime du tarif de 1887. Ainsi, dans les années 1889 et 1888, et pour la seule ville de Bâle dont la population est pourtant en accroissement numérique constant, la consommation de la viande de boucherie a baissé de 239,000 kilos, sur une consommation totale de 4,610,610 kilos ! Cela prouve à l'évidence que la population se nourrit moins bien aujourd'hui qu'il y a trois ans.

Voilà un fait. On en pourrait alléguer d'autres.

Et pourquoi cette augmentation des droits d'entrée et ce renchérissement de la vie ? Les motifs donnés par les partisans du tarif peuvent se ranger sous ces trois chefs :

les besoins financiers de la Confédération ;
la nécessité de protéger le travail national contre les produits de l'étranger ;
la nécessité de créer des droits de combat,

en vue de la négociation des traités de commerce.

La Chambre de commerce de Bâle discute ces trois arguments.

Et d'abord, l'argument fiscal. Les recettes des douanes fédérales ont suivi depuis vingt ans la marche suivante :

1870 :	8,565,000 francs.
1880 :	17,211,000 »
1890 :	31,260,300 »

(en augmentation de 3,622,250 fr. sur 1889). Les recettes du budget fédéral ont donc quadruplé depuis vingt ans et on nous demande encore 12 à 15 millions de plus ! Laissons la parole à la Chambre bâloise :

Nous pensons, dit-elle, avec beaucoup de citoyens et de chefs de famille, que la Confédération n'a pas besoin de cet argent pour faire face aux dépenses nécessaires. Nous estimons au contraire que le moment serait venu d'y regarder de plus près et de réduire plutôt que d'augmenter les frais de l'administration fédérale qui ne sont pas toujours justifiés par de sérieux besoins.

Et quant à la protection du travail national, il ne faut pas la confondre avec la protection de quelques privilèges :

La Confédération ne doit pas, sous prétexte de protéger le travail national, augmenter encore, aux dépens de la masse du peuple, les privilèges de quelques industriels et producteurs. La Suisse tire de l'étranger les deux tiers des produits nécessaires à son existence ; elle doit subvenir à cette dépense par son travail, c'est-à-dire par ses exportations. Mais l'intérêt des exportateurs est que les droits d'entrée sur les matières premières comme aussi les droits sur les produits alimentaires nécessaires ne soient pas augmentés outre mesure.

Sans doute, les droits protecteurs et les privilèges douaniers peuvent momentanément profiter à certaines industries, mais le plus souvent celles-ci feraient mieux de chercher leur avenir ailleurs, dans la transformation et le perfectionnement de leur outillage, l'amélioration de leurs produits et la recherche de nouveaux débouchés, plutôt que dans l'appui artificiel de l'Etat donné à des procédés vieillissants.

Le renchérissement de la vie qui, plus que jamais auparavant, en présence des associations et des coalitions ouvrières, a pour conséquence directe une augmentation du prix de la main d'œuvre est aussi un élément avec lequel les industriels doivent compter. Ce n'est pas une industrie nationale prospère celle qui ne peut vivre qu'aux dépens du bien-être et de la prospérité des populations.

La Chambre de commerce donne à ce propos des chiffres intéressants, se rapportant à la ville de Bâle, mais qui trouvent aussi leur application ailleurs, les mêmes causes produisant les mêmes effets :

Sous le tarif de 1851, demeuré en vigueur jusqu'en 1884, l'impôt prélevé par le tarif douanier représentait 12,66 francs pour une famille moyenne disposant d'un revenu annuel de 1500 francs. Le tarif actuel impose la même famille de 28,36 francs. Les droits d'entrée du nouveau tarif élèveront ce chiffre à 70 francs.

La Chambre de commerce considère donc le tarif comme nuisible et comme devant être rejeté. Elle regrette de voir la Suisse s'engager dans cette voie fatale, au moment où d'autres pays, l'Allemagne entre autres, cherchent à s'en sortir.

Reste à voir si le tarif nouveau, en tant qu'instrument de combat, est nécessaire pour obtenir des traités de commerce favorables :

Les faits, dit la chambre de commerce, prouvent le contraire.

Avec le tarif de 1887 nous avons obtenu des traités, avec celui de 1890 les négociations de Vienne n'ont pas abouti. Et à une exception près (1), les négociations ont échoué.

(1) M. Geigy-Merian, remplacé par M. Hammer, conseiller national.

plaisir qu'on se marie — j'en sais quelque chose — et elle a eu raison de prolonger l'état de jeune fille un peu au delà des limites ordinaires. Mais enfin, il faut bien y venir. C'est un devoir patriotique, civique, que sais-je ? Ça devrait s'enseigner dans les recueils de morale républicaine à l'usage des jeunes filles. C'est comme qui dirait le service obligatoire féminin.

C'est cela, je la précherais. Non pas peut-être au point de vue civique et républicain, mais le sermon n'en sera que meilleur !

Le joyeux soleil de juin, assez ardent ce jour-là, donnait de la vie, de la gaieté au vieux château, une masse assez imposante de pierre grisâtre, flanquée de deux énormes tours aux meurtrières étroites et longues. Ce château, haut perché sur la colline, prenait souvent un aspect rebattu avec sa façade nue irrégulièrement percée de fenêtres aux petites vitres. Mais rien ne résiste à la marche du soleil, et la baronne, jetant un dernier regard qui embrassait l'habitation, le jardin un peu maigrement pourvu de fleurs, puis l'immense étendue de bois tout autour, enfin la vue merveilleuse de la mer au loin, s'écria :

— Que j'aime donc votre solitude, ma chère Marthe !

Marthe Levassour sourit et dit tranquillement :

— Je ne suis heureuse qu'ici. Je suis une sauvage, j'adore mes bois. L'odeur des taillis, le bruit des feuilles mortes sous mes pas, me poursuivent dans ma vie de mondaine. Les trois mois de Paris, qui semblent si ridiculement insuffisants à ma tante, sont pour moi un temps d'exil. Elle n'y comprend rien, la pauvre femme ; elle ne sait pas que, lorsque je passe des heures au milieu de mes arbres, je n'y suis jamais seule, que les branches me connaissent, que les oiseaux gazouillent pour moi, que le ciel aperçu à travers la feuillée est plus beau que le ciel à découvert, si radieux soit-il. Voyez comme je suis faite pour la vie ordinaire des

généralistes étaient les mêmes. Ces négociations sont en même temps les auteurs du nouveau tarif ; ils combattaient donc avec des armes qu'eux-mêmes ont forgées. Et pourtant, il résulte des déclarations de la presse officielle d'Allemagne et d'Autriche que le nouveau tarif empêche jusqu'à la conservation de la situation commerciale telle que les traités de 1887 la font.

On a prétendu que les négociations avaient dû être ajournées par suite de la demande de referendum. Nous croyons bien plutôt que c'est à cause du tarif trop élevé. Il est clair qu'il ne devait pas être aisé de négocier sur la base d'un tarif menacé d'un plébiscite, mais il aurait fallu prévoir cette éventualité pour s'en garder et ne pas la provoquer imprudemment, en dépit des avertissements très précis qu'on avait reçus. Le rejet du tarif, loin d'aggraver la situation des négociateurs, faciliterait au contraire leur tâche en délaissant le gouvernement fédéral des engagements qu'il a pris et des promesses qu'il a faites et qui, aujourd'hui, l'empêchent de consentir aux concessions moyennant lesquelles un accord serait possible.

Le rejet du tarif non seulement faciliterait la négociation des traités, mais encore faciliterait leur ratification par l'Assemblée fédérale. Il est certain que l'Allemagne et l'Autriche ne consentiront à lier des traités que si on leur fait des concessions. Or on se souvient de l'ardeur avec laquelle les protectionnistes de l'Assemblée fédérale ont combattu le traité de 1888 avec l'Autriche à cause des concessions qu'il faisait. Ils faillirent réussir. Avec combien plus d'acharnement ne vont-ils pas contre les traités futurs lorsqu'ils se sentiront appuyés par une majorité populaire ?

Le raisonnement de la Chambre bâloise n'est que trop juste. Nous l'avons fait nous-mêmes lorsque nous avons mis nos lecteurs en garde contre le referendum, de crainte que la majorité du peuple ne se prononçât en faveur du tarif. Cette crainte, nous l'avons malheureusement encore, à cause de l'habileté avec laquelle les protectionnistes ont réussi à gagner à leur cause les petits agriculteurs dans certaines contrées du pays. Mais c'est une raison de plus pour nous, aujourd'hui que le peuple est nati, de lutter énergiquement.

Quant aux perspectives qui s'offrent à nous pour le cas où la Suisse ne parviendrait pas à lier des conventions commerciales avec l'étranger ou pour celui où l'Assemblée fédérale en refuserait la ratification et où, par conséquent, le tarif de 1890 entrerait en vigueur, le Conseil fédéral nous les dépeint en ces termes dans son rapport sur la révision de la législation douanière :

« Si, dit-il, les négociations futures devaient échouer en tout ou en partie, les nouveaux droits fiscaux et de combat auraient pour conséquence, d'une part, de procurer à la caisse fédérale une surabondance d'argent, et d'autre part, de renchérir d'une manière générale l'existence. Ce danger et la grande incertitude où nous sommes encore au sujet de la tournure que prendra en France la politique douanière et conventionnelle, imposent au Conseil fédéral la plus extrême réserve dans la fixation de ses propositions pour la révision du tarif général. Les élévations de droit qu'il veut déjà maintenant proposer à l'Assemblée fédérale en raison des points de vue précités, doivent en tous cas être établies avec beaucoup de modération ; en ce qui concerne spécialement les droits de combat, il faut tenir compte de ce que l'expérience nous apprend, c'est que leur efficacité n'est pas en raison directe de leur élévation (1). »

On sait que l'Assemblée fédérale a encore enchevêtré sur les propositions du Conseil fédéral. Ceux qui ont suivi les débats des Chambres savent aussi que, dans le camp protectionniste, on nourrit le secret espoir que les

(1) Rapport du 29 mars 1889.

femmes — voyez comme je suis disposée à écouter les conseils de tante Rêlie !

— Et pourtant, mon enfant...

— C'est vrai, dit en riant Marthe, vous avez promis de me faire un sermon en trois points.

La baronne d'Ansel s'arrêta un instant au beau milieu de l'avenue que suivait les deux femmes ; sa figure un peu maigre et osseuse s'illumina d'un sourire admirablement bon, qui lui rendit un instant de beauté ; sous ses cheveux gris, ses yeux brillaient.

— Ah ! ce n'est pas un sermon que je vous ferai, Marthe. Je ne sais que dire ce qui monte de mon cœur à mes lèvres — et vous savez bien que je vous veux pour fille. Je vous aimerais bien — presque autant que j'aime mon fils unique.

La jeune fille très émue embrassa la vieille femme ; mais elle ne dit rien.

Bientôt, à travers les arbres dont la colline entière était couverte, on vit la mer. Le château se trouvait maintenant caché, enfoncé dans son nid de beaux grands arbres ; le chemin tournait brusquement à droite, et désormais suivait de loin la côte, qui parfois cependant, grâce à un détour subit, disparaissait pour reparaître bientôt.

Dans tout ce merveilleux pays normand, aux alentours de Honfleur, il n'y a peut-être pas de promenade comparable à cette avenue de la Côte-bossée. Les pieds des deux femmes foulaient une mousse épaisse et élastique ; la forêt s'étalait à droite et à gauche, inculte et sauvage, égayée par-ci par-là d'épines blanches, d'églantiers en fleurs ; à gauche, l'espace immense de la mer, scintillante sous le soleil, offrait toutes les teintes, depuis le blanc gris jusqu'au bleu presque noir. Puis elles apercevaient l'embouchure de la Seine, si vaste, si imposante, que le Havre semblait une mince ligne noire dominée par ses deux phares. Quelques vols de mouettes, le pan-

n-gociations n'aboutiront pas et qu'après avoir fait son œuvre commerciale de combat le nouveau tarif sera bien dûment appliqué.

Pour nous, la conclusion est claire : le tarif doit être rejeté. Il y aurait pour le peuple suisse, pour les agriculteurs aussi bien que pour les populations des villes, un réel danger à ce qu'il entrât en vigueur.

Le peuple suisse, dans son ensemble, achète et consomme des produits étrangers nécessaires à son existence pour une plus grande valeur qu'il ne vend à l'étranger de ses produits à lui. Dans de pareilles conditions, une élévation des droits de douane qui correspond à dix ou quinze millions de francs peut profiter à un petit nombre, mais doit fatalement peser sur la masse. Pour celle-ci, le renchérissement du produit importé, soit des moyens d'existence, n'est pas compensé par le bénéfice qui résulte de la protection.

Nous avons à cet égard les déclarations du Conseil fédéral : l'application du tarif aura pour conséquence « d'une part, de procurer à la » caisse fédérale une surabondance d'argent » et, d'autre part, de renchérir d'une manière » générale l'existence. »

Ceux qui désirent s'appauvrir pour enrichir les caisses de la Confédération adopteront le tarif.

Ceux qui se contentent à cet égard de ce qui existe actuellement le rejettent.

Nous sommes de ces derniers.

Le comité de la Ligue contre le renchérissement de la vie dont M. Cornaz, député aux Etats, est le président, nous demande la publication de l'appel suivant, résumé d'une brochure que le dit comité va faire paraître :

APPEL AU PEUPLE SUISSE

Chers concitoyens, Vous aurez à vous prononcer le dimanche 18 octobre sur le nouveau tarif des péages adopté par la majorité des Chambres fédérales.

Depuis l'introduction du referendum dans nos institutions politiques, aucune question plus importante, plus grave par ses conséquences pour chacun, n'aura été soumise au vote du peuple suisse, composé dans sa grande majorité d'ouvriers vivant au jour le jour et de petits cultivateurs auxquels il devient de plus en plus difficile de nouer les deux bouts.

Notre devoir est de vous mettre en garde contre ce danger, le plus grand qui ait menacé votre prospérité.

Le nouveau tarif qu'on vous propose est le plus lourd et le plus injuste des impôts. Il pèsera essentiellement sur les travailleurs, c'est-à-dire sur la partie de notre population dont les ressources sont les plus réduites et qui peut le moins le supporter. Cet impôt, qu'il faut payer tous les jours, s'étend à tout, au morceau de pain et au morceau de viande que nous mangeons, à la tasse de café et au verre de vin que nous buvons, aux vêtements et aux chaussures de nos familles, au pétrole de nos ménages. Il n'y a plus que l'air que nous respirons qui ne paie pas.

Sous l'empire du tarif de 1851, qui a donné à la Suisse 35 ans de prospérité, une famille avec 1,500 francs de ressources payait annuellement aux péages fédéraux 12 francs 50 centimes, et une famille avec 2,500 francs de ressources payait 22 francs 50. Si les taxes proposées aujourd'hui par les protectionnistes venaient à être adoptées, ce seraient des contributions de 70 et de 125 francs que la caisse fédérale prélèverait chaque année sur ces modestes ménages. Cet impôt, bien plus lourd à lui seul que tous les impôts cantonaux et communaux réunis, absorberait deux ou trois semaines du gain du chef de famille.

Les chiffres ci-dessus sont empruntés à des documents officiels du Conseil fédéral.

La Constitution fédérale, qui est notre commune sauvegarde, prescrit que les objets nécessaires à la vie seront taxés par les péages fédéraux le plus bas

che léger d'un vapeur, seuls animaient cette immensité. L'impression qui restait dans l'esprit était l'impression presque solennelle de l'infini, du silence, de l'horizon perdu là-bas, là-bas, se confondant avec le ciel même.

— Asseyons-nous ici un moment, voulez-vous, chère madame ?

Le talus, à cet endroit, avait la hauteur voulue pour un siège. Dans ce bout de la propriété, les beaux grands arbres de la hauteur avaient fait place à une plantation de pins ; le soleil frappant droit dégageait de ces pins une forte et délicieuse odeur aromatique et résineuse ; à travers une trouée, on voyait admirablement la mer, très bleue ce jour-là, on suivait même la ligne capricieuse des longues plages de sable doré. Le silence absolu de cette délicieuse solitude n'était troublé que par le bourdonnement des insectes, ou le frolement rapide d'un vol d'oiseau. Les chants avaient cessé. Seuls, dans le lointain, deux merles se répondaient.

La baronne d'Ansel prit la main de la jeune fille et la garda dans la sienne. Marthe leva vers elle ses yeux, et dans ses yeux la baronne vit des larmes.

— Je ne voulais pourtant pas vous faire de peine, Marthe !

— Ah ! chère madame, vous, me faire de la peine !... Seulement, voyez-vous, en cet endroit même, il y a plus de vingt ans, j'ai vu pleurer ma mère. J'étais toute petite, je ne comprenais pas, mais je sanglotais dans ses bras, en la voyant si triste. Depuis, j'ai compris. Je ne puis jamais sentir cette odeur des pins, par un beau soleil d'été, ni voir la courbe de la plage, sans revivre la scène de ce jour-là, et sans me dire que le mariage, lorsque la femme est seule à aimer, est bien la chose la plus triste, la plus navrante, qui soit...

— Il n'y a pas que de mauvais mariages, ma pau-

possible. Or, la plupart des augmentations du nouveau tarif portent sur des objets d'usage et de consommation, sans lesquels on ne peut vivre. La Constitution est ainsi méconnue dans une des garanties essentielles de nos droits.

Les recettes nettes des péages fédéraux s'élevaient en 1854 à 2,400,000 francs. Elles ont produit en 1890 la somme énorme de 28,620,000 francs. — Et ce n'est pas à dire qu'elles ont augmenté parce que les conditions générales de l'existence sont devenues meilleures ; au contraire, la vie est toujours plus dure, le gagne-pain est toujours plus précaire. Cette formidable augmentation de recettes est ainsi bel et bien un accroissement d'impôt prélevé sur un revenu qui va en diminuant.

Tout cet argent entre dans la caisse fédérale. Avec le nouveau tarif, s'il était appliqué, les recettes nettes des péages dépasseraient 40 millions de francs pris dans nos poches.

La Suisse est déjà le pays de l'Europe qui paie les droits de péages les plus élevés par tête de population, et cela s'explique parce qu'aucun pays n'est autant que nous tributaire de l'étranger pour une foule d'articles d'usage et de consommation.

Nous envisageons une nouvelle augmentation des droits d'entrée comme une grande faute.

II

Chers concitoyens, Vous avez entre vos mains le nouveau tarif des péages qui vous a été distribué. Nous mettons en regard quelques-uns des droits établis par le tarif général de 1851 et les droits correspondants établis par le tarif général de 1891. Nous plaçons en tête de colonne le numéro de chaque rubrique du nouveau tarif imprimé. Les droits d'entrée sont comptés pour 100 kilos.

Tarif de 1851		Tarif de 1891	
N°	Fr.	N°	Fr.
105	16 —	106	60 —
106	16 —	107	130 —
223	160 —	224	5 —
227	7 —	228	30 —
230	7 —	231	40 —
236	7 —	237	25 —
253	1 —	254	2 50
255	7 —	256	15 —
260	3 —	261	5 —
295	7 —	296	30 —
397	30 —	398	120 —
400	30 —	401	180 —
409	30 —	410	200 —
421	50 —	422	80 —
423	50 —	424	25 —
426	50 —	427	8 —
471	16 —	472	50 —

Vérifiez, comparez et jugez !

III

Cette augmentation de recettes n'est pas nécessaire pour la caisse fédérale dont les comptes bouclent chaque année par des bons de plusieurs millions. Elle ne servira qu'à augmenter la compétence de la Confédération au détriment de celle des cantons. Nous pensons qu'un gouvernement qui a trop d'argent est entraîné à commettre des abus.

Elle ne produira pas non plus une augmentation des salaires et les produits agricoles ne s'en écoulent pas mieux. Chacun, au contraire, devra se restreindre, en sorte que la consommation générale diminuera. Il en résultera que, la vente étant moins grande, les salaires baisseront en proportion et l'agriculture s'en ressentira immédiatement, puisqu'elle vit en bonne partie de ce qu'elle vend aux villes et aux populations industrielles.

Enfin le nouveau tarif, s'il était adopté, rendrait la négociation des traités de commerce plus difficile parce que les protectionnistes, assurés d'avoir la majorité du peuple avec eux, élèveraient toujours plus leurs prétentions. Chacun sait que les négociations de Vienne pour le traité de commerce de la Suisse avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont dû être suspendues à cause des exigences des délégués suisses qui ne voulaient pas faire les concessions nécessaires

vre petite désenchantée.

— Il y en a tant !... J'ai vingt-six ans, et j'ai déjà vu plus d'une âme malheureuse qui, pourtant, avait rêvé le bonheur.

— J'ai soixante ans, Marthe, et j'ai une foi plus robuste que la vôtre. J'ai connu le bonheur absolu ; je l'ai vu autour de moi. Ce que j'ai vu aussi, c'est que l'on est souvent maître de ses propres destinées, que le bonheur compromis un instant peut se reconquérir et se garder. Je ne dis pas cela pour votre pauvre mère, que j'ai beaucoup aimée. Là, il s'est produit une de ces fatalités terribles comme on n'en voit que rarement. Votre père avait été comme ensorcelé.

— Oui, maman est morte de son abandon, et lui a été heureux ; il a épousé celle qu'il adorait ; il a été mari — et père. Il m'a oubliée, moi.

— Il avait voulu vous prendre avec lui, mais il a respecté les dernières volontés de votre mère, qui vous donnait à sa sœur. Il vous aimait pourtant.

— A distance, alors. Mais, ne croyez pas, madame, que je sois dure. Il y a longtemps que j'ai pardonné un abandon qui, au moins, m'a préservée d'un contact odieux. Seulement, j'aurais bien voulu l'embrasser, mon pauvre père, avant sa mort. Maintenant, tout cela est bien loin, bien effacé. Je suis libre de conduire ma vie à ma guise, d'être heureuse à ma façon. C'est déjà beaucoup.

— Alors... mes espérances à moi, il y faut renoncer ? Je ne suis qu'une vieille rêveuse. Si vous saviez combien de beaux châteaux en Espagne j'ai bâtis pour y loger mes deux enfants !... Je me disais : Robert est un garçon très sérieux, un travailleur, un cœur d'or, fait pour apprécier les rares qualités de ma petite voisine. Ils aiment tous deux la campagne, les longues journées studieuses, les veillées de famille. Elle se passionnera pour ses études à lui, elle l'y aidera, ce sera une union des intelligences comme des cœurs. Ils

FEUILLETON DE LA GAZETTE

CHARGE D'ÂME

par M^{lle} JEANNE MAIRET

Trois femmes, debout sur le perron du château, échangeaient des adieux qui se prolongeaient, chacune ayant un dernier mot à dire.

— Puisque vous êtes venue à pied, chère madame, je vais vous accompagner jusqu'au bout du parc. Viens-tu aussi, tante ?

— Peste ! un bon kilomètre et demi, par cette chaleur, merci ! On voit bien que tu pèses une soixantaine de kilos seulement, et que tu as toujours tes jambes de seize ans.

— Avec pas mal d'années en plus, dit la jeune fille en riant.

— Faites-lui de la morale, baronne, ce sera œuvre pie. Elle vous écouterait peut-être. Moi, je suis au bout de mon latin. Puis, elle ne m'a jamais prise au sérieux ; je ne sais pas comment cela se fait, par exemple !

— Parce que tu es plus jeune que moi, tante Rêlie, et que, toute petite, tu as pris l'habitude de rire de tout.

— De peur d'en pleurer, comme dit l'autre.

Sur quel doigt je la précher, madame Despois ? dit en souriant la baronne, donnant une dernière poignée de main à la petite femme grassouillette et vive qui répondait au nom d'Aurélié Despois, autrement « tante Rêlie ».

— Sur le mariage, parbleu ! Une belle et bonne fille comme ça qui boude le mariage, ça n'a pas le sens commun. Ah ! ce n'est pas que ce soit pour son

concernant les droits d'entrée sur les bœufs, sur les farines, sur les confectios et sur d'autres points encore. Si le tarif était adopté, nous risquerions fort de n'avoir point de traités.

IV

Un mot aux agriculteurs. Ils ont besoin, comme les habitants des villes, de tous les articles divers qui nous viennent de l'étranger, vêtements et confectios pour eux et pour leurs familles, chaussures, chapeaux, sucre, café, épices, pâtes, riz, objets de mercerie et de quincaillerie, pétrole, etc. Ce sont précisément tous ces articles qui sont le plus augmentés.

Nous demandons en quoi le petit campagnard, qui n'a que deux ou trois vaches à son écurie, sera plus riche parce que les bœufs gras venant de France, de Hongrie et d'Italie devront payer 30 francs de droit d'entrée par tête?

Nous demandons en quoi le petit cultivateur, qui ne produit pas beaucoup plus de blé qu'il n'en faut pour sa propre consommation, verra sa position s'améliorer lorsqu'il aura fait payer plus cher les droits d'entrée sur les farines de Hongrie et de France.

**

Pour tous ces motifs, nous engageons le peuple suisse à se prononcer énergiquement contre le tarif qui, s'il était adopté, serait pour notre pays le point de départ d'une ère d'appauvrissement et de décadence.

Le comité de la
Ligue contre le renchérissement de la vie.

Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 6 octobre.

A Rome et à Nice. — Retour de M. Carré. — Un discours de M. Bourgeois. — L'armistice Gervais.

C'est une assez curieuse coïncidence que celle des fêtes de Nice, où l'on a proclamé à force la solidarité d'intérêts des « deux grandes nations latines », avec les désordres occasionnés à Rome par les pèlerinages français, dont l'effet ne peut être que d'accentuer les rancunes qui séparent les deux pays.

A première vue il semblerait que l'importance des deux événements ne soit pas comparable. Il est assurément plus intéressant, pour les Italiens, d'avoir entendu un membre du gouvernement français parler de Rome capitale dans des termes qui devraient mettre fin à tout jamais à la légende d'une France disposée à restaurer le pouvoir temporel du pape, qu'il n'est grave d'avoir assisté à une polissonnerie de quelques gamins sans caractère officiel, ni autorisé. Mais le raisonnement perd ses droits du moment où la foule commence à s'emballer, et d'après toutes les dépêches l'excitation du peuple italien n'est pas encore à son terme.

Par exemple, il serait regrettable qu'après avoir observé une attitude correcte, en déplorant les incidents survenus, les chefs du pèlerinage français se mettent à discuter, pour se poser en victimes. J'ai sous les yeux un article d'un journal catholique, où l'un des membres du comité d'organisation, interviewé dès son retour à Paris, paraît révoquer en doute les faits qui ont causé une si vive émotion dans la capitale italienne. Il semblerait, à son dire, que l'un des pèlerins ait été arrêté sans motifs, et les deux autres uniquement pour avoir protesté contre une arrestation arbitraire.

Ceci a pour but évident d'amener une protestation contre la mesure qui supprime ou restreint les pèlerinages, mais en dépit de la presse catholique, l'opinion publique s'est assez nettement prononcée en faveur de la décision prise par le gouvernement. Et ce n'est guère un argument, au point de vue français, que de dire que si les pèlerinages cessent, la population de Rome, qui en tirait profit, se trouvera par le fait même considérablement lésée.

Ce matin encore, tous nos journaux commentent les incidents de Rome, et ils le font en des termes qui ne laissent aucun doute sur la fâcheuse impression produite en France par l'inconvenance des trois pèlerins.

M. Carnot rentre demain à Paris. Avant de quitter Fontainebleau, il a fait remettre au maire de cette ville deux mille francs pour le bureau de bienfaisance, tout en adressant aussi d'autres dons à des sociétés et œuvres d'utilité publique. De son côté, Mme Carnot a fait une distribution de secours aux salles d'asile, aux orphelins et aux nécessiteux.

Le ministre de l'instruction publique inaugurerait hier à Gap un nouveau lycée. Malgré le caractère scolaire de la cérémonie, M. Bour-

geois a fait allusion à son tour aux grandes manœuvres de l'Est et à la confiance que doit inspirer l'armée.

On donne comme probable la nomination de l'amiral Gervais aux fonctions de chef d'état-major de la marine. Par analogie avec ce qui existe au ministère de la guerre, M. Barbey compte créer un chef d'état-major permanent, en séparant ce poste de celui de directeur du cabinet du ministre. L'officier qui serait à la tête de la flotte serait ainsi rendu indépendant des changements de ministères, ce qui est un avantage sérieux au point de vue militaire.

NOUVELLES POLITIQUES

— Hier le grand-duc Alexis de Russie est rentré à Paris après une courte absence avec son frère le grand-duc Wladimir et la grande-duchesse Marie-Paulowna. Les deux frères du tsar sont descendus à l'hôtel Continental, où ils passeront deux jours avant de repartir pour St-Sébastien.

— La reine Victoria est une nouvelle fois grand-mère : le 3 octobre, la princesse Henri de Battenberg a eu un fils.

— L'administration française des finances vient de publier le rendement des impôts et revenus indirects, ainsi que des monopoles de l'Etat pendant le mois de septembre 1891 :

Les résultats accusent une plus-value de 11,361,100 francs par rapport aux évaluations budgétaires et une augmentation de 8,498,800 fr. par rapport à la période correspondante de 1890.

La mort du roi de Wurtemberg.

Stuttgart, 6 octobre.

Deux conseils des ministres ont eu lieu à midi, au château de la résidence, sous la présidence du roi Guillaume. Les Etats seront convoqués d'ici quatre semaines. La ville est en deuil.

Stuttgart, 6 octobre.

Le prince Guillaume, cousin du roi défunt, a été proclamé sous le nom de Guillaume II. Les troupes lui ont prêté serment cet après-midi dans toutes les casernes du royaume.

Le nouveau roi a présidé à 5 heures un grand conseil de la couronne dans lequel on a arrêté les dispositions pour les funérailles. Le roi a reçu de nombreux télégrammes de condoléance et de félicitations pour son avènement au trône.

L'empereur Guillaume II annonce qu'il assistera aux funérailles.

Un service funèbre a eu lieu dans la chapelle grecque du château royal.

Le testament du roi a été ouvert ; il demande que ses funérailles aient lieu sans aucune pompe et sans la présence de députations des cours étrangères.

Les obsèques auront lieu vendredi. Le corps sera inhumé dans un caveau que le roi a fait construire secrètement dans la chapelle du château royal.

L'incident de Rome.

Paris, 6 octobre.

Voici le texte de la lettre adressée aux prélats de France par M. Fallières, ministre de la justice et des cultes :

Monsieur l'évêque, Vous connaissez les regrettables incidents qui viennent de se produire à Rome au cours des pèlerinages dits « des ouvriers français ».

Vous avez trop le sentiment des intérêts de la nation pour ne pas penser, comme moi, que toutes les autorités du pays doivent éviter d'être compromises dans des manifestations qui peuvent perdre facilement leur caractère religieux.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous inviter à vous abstenir, pour le moment, de toute participation à ces pèlerinages.

Agrez, Monsieur l'évêque, l'assurance de ma haute considération.

Le garde des sceaux,
ministre de la justice et des cultes,
A. FALLIÈRES.

Il paraît aujourd'hui établi que M. Choucaire, le pèlerin qui, escorté de deux de ses compagnons, a provoqué les incidents de Rome, appartient à une famille de Quinto, dans le Milanais. D'après l'Agence Havas, son père a une entreprise de voitures à Autun et n'a pas été naturalisé Français. Si ce renseignement se confirme, il en résulterait que le fameux pèlerin français serait... un Italien !

Rome, 5 octobre.

Les pèlerinages ont définitivement pris fin. Ce matin, à la fin de l'audience qui a suivi la messe de St-Pierre, le cardinal Langénieux a adressé au pape un discours dans lequel, après lui avoir exprimé la reconnaissance des pèlerins, il a annoncé que cette audience était la dernière de ce grand pèlerinage si laborieusement préparé et interrompu par des circonstances si douloureuses. « Une angoisse nous saisit plus profondément en ce moment, a-t-il dit en terminant ; c'est celle de vous quitter en des jours remplis d'amertume pour vous, à l'heure où la plus légitime des libertés étant enlevée à vos enfants, il devient plus manifeste encore que la situation qui est faite à Votre

tout qui m'ont couronné.

— Comme moi ?

— Ah ! vous... Si vous saviez comme je voudrais dire « oui » tout de suite, et me jeter dans vos bras en pleurant de joie !

— Alors, vous l'aimez, vous ?

— Peut-être... Je m'interroge. Il me semble que lorsque l'on aime réellement, on ne questionne pas, on sait. Voulez-vous que nous fassions un pacte ? Robert va venir passer l'été chez vous ; nous sommes voisins, amis intimes depuis tout temps. Je mettrai un peu plus d'animation dans notre vie. Je songe même à inviter quelques amis. Cela fera des occasions naturelles de rencontres sans que nul ne puisse étonner. Avant l'automne, nous saurons à quoi nous en tenir, Robert et moi.

— Je puis le mettre au courant ?

— Marthe hésita.

— Oui, si vous le désirez. Seulement qu'il soit bien entendu que nous sommes libres tous deux, absolument libres ; qu'au premier doute, l'un dise à l'autre en toute loyauté, en toute franchise : « Je ne vous aime pas comme il faudrait aimer... » Je connais Robert, il est digne de la confiance que j'ai en lui. Comme moi, il dira : « Tout, plutôt qu'un mariage qui ne serait pas une union absolue, parfaite. » Et, surtout, que le secret n'en soit qu'à nous trois. N'en dites rien à tante. Elle en serait tellement heureuse, d'un bonheur si exubérant, qu'elle m'effaroucherait. Je me connais, je jeterais tout au vent.

— Alors, mon enfant, je serai discrète comme la tombe. Mais j'espère... j'espère.

Les deux femmes s'étaient remises à marcher. Au tournant de l'avenue sinuuse, elles rencontrèrent le facteur.

— Avez-vous quelque chose pour nous, père Duval ?

— Mais oui, mam'selle, et puisque je vous rendrai je vas vous donner vos lettres et je descendrai par la ferme ; ça m'évitera un fier croquet.

— C'est ça, et dites à la Ferrande de vous donner un bon verre de cidre.

— Merci bien, mam'selle. Serveur, mesdames. Et le père Duval dégringola lestement un tout petit sentier qui conduisait à l'une des fermes du domaine.

Marthe regarda les lettres et les mit dans sa poche.

— Vous ne les lisez pas ?

— Oh ! j'ai bien le temps. Des lettres d'amies de pension. C'est curieux comme les jeunes filles et jeunes femmes ont à peu près la même écriture penchée, régulière et sans expression pour ainsi dire. J'ai là trois lettres. A moins de les examiner de près, je serais incapable de dire laquelle est de Lucy, ou de Marie, ou d'Yvonne. Tiens ! si je les inviais toutes trois, avec les parents des unes, le mari de l'autre ? Cela nous ferait une société jeune et gaie. Ce sera à Robert à trouver les cavaliers, par exemple.

Sainteté est intolérable. » Léon XIII a simplement répondu qu'il allait donner sa bénédiction aux pèlerins et à la France. Puis il a décoré lui-même un des pèlerins de la croix de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand. Il avait l'air fort triste. Il est extrêmement peiné des événements de ces derniers jours et a chargé, paraît-il, le cardinal Rampolla d'adresser à ce sujet une note aux puissances.

Le cardinal Langénieux a prévenu les pèlerins que les cérémonies étaient terminées et il les a invités à quitter Rome sans retard.

Les journaux sérieux, qui, les premiers jours, avaient, comme les autres, célébré sur le mode lyrique la grandeur des protestations de la population italienne et attribué à l'inconvenance du sieur Choucaire l'importance d'un acte politique de premier ordre, commencent à revenir un peu sur leur première impression. Ils disent que les manifestations ont assez duré et qu'il serait bon d'y mettre un terme. Il est douloureux qu'ils soient écoutés, au moins immédiatement. Dans tous les cas, de nombreux meetings ont été tenus aujourd'hui en diverses villes du royaume afin de provoquer l'abrogation de la loi des garanties.

Le mouvement ouvrier.

Londres, 5 octobre.

La grève qui menaçait depuis plusieurs jours dans les deux entrepôts de l'Ermitage et de Carron, a éclaté ce matin.

Les charretiers, les marins, les chauffeurs et les porteurs faisant partie de l'union ont refusé de travailler.

Les gabarriers et d'autres ouvriers ne se joindront aux grévistes que demain, par suite de la nécessité où ils ont été de donner avis de la cessation du travail quarante-huit heures d'avance.

La cause de cette grève, qui pourrait bien être l'origine d'un mouvement beaucoup plus considérable, est le mécontentement des ouvriers qui prétendent que l'arrangement conclu il y a deux ans à Mansion House, sous les auspices du lord-maire et du cardinal Manning, a été violé par les propriétaires des docks et qu'en fait aucune des clauses de cet arrangement n'est aujourd'hui appliquée.

Toute la partie du Wapping où se trouvaient les deux entrepôts en question a été toute la journée dans un grand état d'agitation.

Dans les principales rues, aux endroits par lesquels doivent passer les ouvriers, des piquets de grévistes ont été formés pour empêcher le recrutement de nouveaux travailleurs. Des groupes nombreux discutent la situation à chaque coin de rue.

Le comité de la grève, présidé par M. Harry Orbel, l'organisateur de l'Union des ouvriers des docks, siège en permanence.

Comme on le pense bien, MM. Tillett et Tom Mann sont sur le théâtre de la grève, parlant aux hommes, les encourageant, les dirigeant et surtout cherchant à prévenir de leur part toute illégalité. C'est ainsi qu'ils ont adressé à tous les grévistes des instructions, leur recommandant de ne se laisser aller à aucun acte de violence contre les ouvriers libres que les docks ont fait venir et qui travaillent à l'intérieur.

Un grand nombre d'agents de police sont sur les lieux, prêts à s'interposer en cas de désordre.

Londres, 6 octobre.

La situation a empiré pendant la journée de lundi. On est sur le point de voir éclater une grève générale de tous les ouvriers des docks. M. J.-H. Wilson, secrétaire général de l'Union des marins et chauffeurs, ayant été mandé par dépêche auprès de M. Orbel, on peut supposer que les grévistes engagent les membres de cette union à cesser également leur travail.

INFORMATIONS DIVERSES

— On nous écrit d'Oran :

« Les vendanges donnent d'excellents résultats. Nos colons ont de la peine à écouler leurs excédents. Nous appelons de ce nom les quantités pour lesquelles on manque de logement. On paye les vins, suivant la qualité, de 70 centimes à 1 fr. 20 le degré. La récolte de la province d'Oran est estimée à 1,200,000 hectolitres.

« Malgré les bas prix pratiqués cette année, on continue à planter beaucoup de vignes. Il n'est pas exagéré de dire qu'avant dix ans la province d'Oran exportera de 3 à 4 millions d'hectolitres, tant en vin qu'en eau-de-vie ».

— On parle beaucoup à Londres du suicide d'une jeune actrice, Miss Miller — au théâtre, Lydia Minton. Fille d'un commissaire honorablement connu, elle avait reçu une bonne éducation, mais elle ne remplissait que des emplois secondaires au théâtre, où elle était moins appréciée pour son talent que pour sa beauté. Elle s'est empoisonnée, jeudi soir, dans l'appartement luxueux qu'elle occupait au centre du fashionable West-End. On dit qu'elle avait présenté, dans les derniers temps, des symptômes de folie, passant brusquement des éclats d'une gaieté hystérique à un état mélancolique et prostré, et à la suite de l'enquête du coroner, le jury a rendu un verdict de « suicide en état de démence ».

Mais le mystère dont cette affaire a été entourée a donné lieu à d'étranges rumeurs : l'enquête a été

— Mais oui, mam'selle, et puisque je vous rendrai je vas vous donner vos lettres et je descendrai par la ferme ; ça m'évitera un fier croquet.

— C'est ça, et dites à la Ferrande de vous donner un bon verre de cidre.

— Merci bien, mam'selle. Serveur, mesdames. Et le père Duval dégringola lestement un tout petit sentier qui conduisait à l'une des fermes du domaine.

Marthe regarda les lettres et les mit dans sa poche.

— Vous ne les lisez pas ?

— Oh ! j'ai bien le temps. Des lettres d'amies de pension. C'est curieux comme les jeunes filles et jeunes femmes ont à peu près la même écriture penchée, régulière et sans expression pour ainsi dire. J'ai là trois lettres. A moins de les examiner de près, je serais incapable de dire laquelle est de Lucy, ou de Marie, ou d'Yvonne. Tiens ! si je les inviais toutes trois, avec les parents des unes, le mari de l'autre ? Cela nous ferait une société jeune et gaie. Ce sera à Robert à trouver les cavaliers, par exemple.

Elles arrivaient à la grande barrière blanche qui sépare en cet endroit le parc d'un chemin de traverse descendant à la grand'route de Honfleur à Trouville. La barrière était la presque chez elle. Elle embrassa Marthe plus tendrement encore que d'habitude. C'était presque une prise de possession de belle-mère. Instinctivement, Marthe se redressa un peu, sa sauvagerie se réveillant soudain.

Pour entrer au château, Marthe prit un autre chemin, plus étroit et rocailleux, moins beau que l'avenue moussue ; il grimpa ferme et conduisait au sommet de la colline. Les taillis de menus arbres, d'arbutus, les roches chaudes de soleil où voltigeaient les papillons, firent bientôt place à la vraie forêt, aux arbres magnifiques dont les branches entrelacées faisaient

conduite à huis clos, et les deux seuls reporters qui y assistaient ont refusé, ainsi que les cinq ou six témoins cités à y paraître, d'en raconter les détails. On sait seulement que lord Charles Montagu, frère du duc de Manchester, avait visité miss Miller l'après-midi du jour où elle s'est suicidée, et qu'étant arrivé chez elle plus tard qu'à l'heure convenue il l'avait trouvée dans un état de grande agitation ; mais ils s'étaient quittés dans les meilleurs termes. Or, d'après un bruit qui s'est répandu rapidement dans les cercles aristocratiques du West-End, la jeune fille jouissait de protections encore plus élevées que celle de lord Montagu, lequel n'aurait assumé le rôle d'ami intime que pour abriter contre le scandale un nom plus illustre que le sien ; et l'on prétend qu'il faut attribuer la résolution désespérée de miss Miller à sa rupture avec le prince Albert-Victor, fils du prince de Galles.

— Un terrible drame s'est déroulé, dans la nuit de dimanche à lundi, à Goodveerdegem (Belgique). Le bourgmestre et le garde-champêtre, faisant leur ronde habituelle, vers dix heures du soir, pour la fermeture des cabarets, trouvèrent dans un établissement une vingtaine de braconniers armés qui s'apprêtaient à faire une battue.

Le bourgmestre leur ordonna de rentrer au logis ; mais, au lieu d'obtempérer à cet ordre, ils insultèrent le bourgmestre, qui fut obligé de se retirer. Le fonctionnaire requit la gendarmerie de Sotterghem. Trois gendarmes arrivèrent, mais ils durent se retirer devant les braconniers.

Les gendarmes se rendirent alors chez le bourgmestre, où ils prirent une collation en attendant du renfort.

Ils étaient à peine attablés que les braconniers lâchèrent un décharge de leurs armes à travers les carreaux de la cuisine. Les trois gendarmes, tous pères de famille, tombèrent grièvement blessés.

CONFÉDÉRATION SUISSE

Beaux-Arts. — La commission interparlementaire fédérale concernant la polémique de la *Nouvelle Gazette de Zurich* contre la commission des beaux-arts fédérale a siégé hier et aujourd'hui, à Lucerne, sous la présidence de M. Scherl. Les autres membres sont MM. Schaller et Fleiner.

Elle a entendu M. Fleiner, de la *Gazette de Zurich*, qui paraît avoir modifié ses accusations contre la commission fédérale. M. Fleiner a été invité à formuler sa défense par écrit dans le délai d'une semaine. Après cela, la commission interparlementaire se réunira.

Hygiène. — Le Conseil fédéral a adopté un règlement pour le transport des cadavres, en exécution de la loi fédérale concernant les mesures à prendre contre les épidémies offrant un danger général.

Affaires tennesoises. — Après avoir entendu le rapport de son département de justice et police, le Conseil fédéral a décidé :

1. De transmettre à l'Assemblée fédérale la demande du Conseil d'Etat du Tessin basée sur le droit d'initiative devant l'Assemblée fédérale que l'article 93 de la constitution fédérale assure aux cantons et tendant à mettre fin par l'amnistie au procès dit de Lucerne, et d'accompagner cette demande d'un préavis favorable ;

2. De charger le département de justice et police de préparer et de soumettre au Conseil le projet d'arrêté et de message y relatif ;

3. De porter ces décisions à la connaissance du Tribunal fédéral, en le priant de bien vouloir faire ajourner la convocation des assises de Lucerne jusqu'après décision de l'Assemblée fédérale sur la demande d'amnistie ;

4. D'informer de ce qui précède le Conseil d'Etat du Tessin.

Chemins de fer. — Le Conseil fédéral a approuvé, sous quelques réserves, le projet général de construction pour la dernière section, sur le territoire de la commune de Saignelégier, du chemin de fer régional à voie étroite de Saignelégier à la Chaux-de-Fonds.

Péages. — Les recettes des péages comportent : en septembre 1891, 2,596,622 fr. 61 ; en septembre 1890 : 2,434,219 fr. 38 ; augmentation en 1891, 162,373 fr. 23.

Du 1^{er} janvier à fin septembre : en 1890, 22,808,163 fr. 98 ; en 1891, 21,905,456 fr. 30 ; diminution en 1891, 902,707 fr. 68.

Condoléances. — Le Conseil fédéral a chargé le consul suisse à Stuttgart de transmettre à l'occasion de la mort du roi, à la maison royale et au gouvernement wurttemberg l'expression sincère de la part qu'il prend à ce deuil. La même communication a été faite à la légation impériale à Berne.

Démocratie socialiste et réforme sociale.

Berne, 6 octobre.

Sous ce titre, M. le colonel Frey, conseiller fédéral, publie une petite plaquette de deux feuilles d'impression qui reproduit des articles qu'il publia l'an dernier dans la *Nationalzeitung*, en polémique avec M. Steck, rédacteur du *Sozialdemokrat*. M. Frey y expose comment il

une ombre épaisse. Le chemin devint sentier et conduisit la jeune châtelaine à l'endroit le plus élevé de la propriété, dominé par une grande croix de pierre. Ici les arbres avaient été abattus de façon à ménager subitement une vue admirable, non seulement de la mer, mais de tout le pays alentour. C'était, par ce jour exquis, une véritable féerie.

Marthe s'assit sur une marche ébréchée au pied de la croix, rejeta son chapeau, et, aspirant largement l'air embaumé, se mit à rêver tout en regardant au loin la mer striée maintenant de grandes raies sombres.

Avait-elle dit tout, absolument tout, à sa vieille amie ? Inquiète, elle scruta les profondeurs de son cœur. Puis, peu à peu, sans qu'elle cherchât à démêler pourquoi, une joie immense, une douceur ineffable, une sensation presque de triomphe rempli son être tout entier, à haute voix elle dit : « J'aime ! ah ! Dieu ! quel bonheur ! J'aime de tout mon cœur, de toutes mes forces... »

Elle ne songeait pas à rentrer ; elle ne s'aperçut pas que l'air avait un peu fraîchi. Les journées de juin sont délicieusement longues et le dîner du château aurait pu s'appeler un souper, Marthe aimant à rester de longues heures dehors. Cependant elle tressaillit en entendant de loin le son de la première cloche. Elle était donc restée bien longtemps à rêver ainsi ? Elle se leva, puis, se rappelant les lettres de Paris, elle se rassit pour lire ; elle arriverait toujours avant la seconde cloche.

Elle prit donc ses lettres. Tout de suite l'une d'elles frappa ses yeux. Cette écriture assez semblable cependant aux autres, une anglaise régulière, ne lui était pas familière. Cherchant dans ses souvenirs, comme lorsqu'une personne que l'on ne reconnaît pas vous accoste, elle regarda de nouveau cette écriture, le timbre de Paris, la forme de l'enveloppe, puis, souriant de cette hésitation puérile, elle l'ouvrit et lut :

« Ma sœur,

« Car vous êtes ma sœur. J'ai trouvé, à la mort de notre père, une photographie qui ne le quittait pas. Je l'ai prise, je me suis mise à l'aimer. Elle représente une petite fille aux grands yeux très sérieux ; une de ces petites filles qui ne cassent pas leurs poupées et qui, lorsqu'elles trouvent un moineau tombé du nid, le prennent, le gardent, l'élèvent tendrement. Je suis un oiseau tombé du nid, avant que les ailes aient grandi. Je suis toute seule au monde, et dans ma détresse je me tourne vers vous, ma sœur, en vous disant : Prenez-moi, aimez-moi. Je vous aime bien, moi qui ne vous ai jamais vue ! »

« Ma mère est morte il y a plus d'un an. J'ai un tuteur que je déteste, et pour qui je suis un embarras. Je suis encore en pension, mais j'ai dix-huit ans et j'en ai l'âme tellement ! La famille de ma mère ne demanderait pas mieux que de me prendre, mais si ma mère était adorable, sa famille — eh ! bien, que vous dirai-je ? sa famille touche de très près au théâtre, et le théâtre n'est pas fait pour Mlle Levasseur. Mon tuteur voudrait me marier avec quelqu'un que je ne connais pas qui me prendrait pour ma fortune. Et je ne veux pas, moi... »

« Vous êtes mon aînée, vous devez être bonne — car ces yeux-là ne sauraient mentir — ouvrez vos bras, chère sœur, que je me y blottisse bien vite. Je vous en aimerai tant, je vous embrasserai si fort, que vous finirez par être toute contente d'avoir trouvé »

« Votre petite sœur, Edmée LEVASSEUR. »

(A suivre.)

LAUSANNE

Bienfaisance. — Dans le courant de septembre, le département de l'intérieur, service des secours publics, a reçu un nouveau don qui porte à 8000 fr. le fonds « Gabrielle Dufour », créé à l'hôpital cantonal en faveur des convalescents de la fièvre typhoïde.

Vélocipédie. — A l'occasion de la course Lausanne-Echallens et retour, organisée dimanche dernier par le Bicycle-Club de Lausanne, un vélocipédiste de Genève, M. Bozino, a parait-il, manifesté le désir de se mesurer avec M. Edouard Wicky sur une route plate et sur une distance de un à cent kilomètres.

Allant au-devant de ces désirs, M. Wicky propose à M. Bozino un match sur la route Lausanne-Genève, avec un parcours quelconque, au gré du vélocipédiste genevois. Ce pourrait être, par exemple, une moyenne entre les deux extrêmes proposés, soit 50 kilomètres.

Si M. Bozino accepte le défi, la course devrait avoir lieu avant le 15 octobre.

Exposition de meubles antiques à l'Athénée.

Un antiquaire de notre ville met en vente à l'Athénée, dans les salles du rez-de-chaussée, une partie des richesses que contenaient ses dépôts malheureusement peu accessibles au public. L'occasion de voir à Lausanne un ensemble aussi complet, dans de bonnes conditions de lumière, est trop rare pour que nous n'essayions pas de faire à ce sujet un peu d'histoire de l'art ou, si le mot paraît trop prétentieux, un peu de bibliophilie. Ce qui nous y engage surtout, c'est le fait que presque toute cette collection a été recueillie dans notre pays même ou dans des pays limitrophes, tels que la Savoie, qui s'y rattachent étroitement au point de vue historique et esthétique. Il sera donc possible d'étudier et de fixer, pièces en main, certaines questions de style et d'influences étrangères d'une portée générale pour l'histoire des arts industriels dans la Suisse romande. Disons-le tout de suite, nous avons en dans notre pays à la fin du 15^e siècle et au 16^e une floraison magnifique de la sculpture sur bois et les stalles de la cathédrale de Lausanne en seraient une preuve suffisante, si l'on ne pouvait nous objecter que la protection intelligente accordée aux arts par les deux derniers évêques de Lausanne, Aymon et Sébastien de Montfaucon, a dû attirer de nombreux étrangers. Cette explication n'est pas possible lorsqu'on retrouve dans le mobilier d'usage courant les mêmes procédés de métier, le même effort de bien faire, le même goût dans le choix des motifs.

Nous ne citerons donc que pour mémoire deux morceaux de peinture de l'exposition, les panneaux d'un triptyque de l'école nurembergaise du 15^e siècle et un grand Lucas Cranach (?) représentant Adam et Eve dans leur nudité conventionnelle. Ce sont des pièces de musée dans les gros prix et il est douteux qu'elles trouvent des amateurs chez nous. Revenons aux meubles en exprimant le désir que quelques-uns d'entre eux trouvent leur place à Chillon, tout désigné pour devenir un musée consacré à notre art local. Nous émettons ce vœu en particulier pour les boiseries du château d'Aigle (n° 89) qui sont venues échouer là, après une odyssée dont nous ne nous expliquons pas bien le point de départ. Lorsqu'on les aura débarrassées de l'édifice badigeonné qui les déshonore, il sera plus facile de se convaincre que c'est là un fort joli morceau de sculpture renaissance facile à mettre en place.

Abstraction faite des sièges, les meubles usités dans notre pays se ramènent à un petit nombre de types caractéristiques. Ce sont : le coffre, improprement appelé aujourd'hui bahut (1), la table rectangulaire avec son appui-pieds, l'armoire à un et à deux corps, la crédence, un meuble de service que l'on peut définir une demi-armoire montée sur colonnettes, le dressoir avec son corps supérieur en retrait sur l'autre et son entablement soutenu par des colonnes, enfin le cabinet ou coffre à bijoux, qui devient d'un usage général à la fin du 16^e siècle. La commode, la hécuse, commode dont on a tant médité, ne fait son apparition qu'au 17^e siècle.

Le coffre de mariage, destiné à recevoir le trousseau de la mariée, était chez nous une partie obligatoire de la dot. Il portait les armes de la famille de l'épouse, ses initiales et souvent la date du mariage. Simple caisse carrée avec quelques moulures chez les pauvres campagnards, il devenait luxueux, chargé de sculptures en haut et en bas-reliefs chez les gentilshommes.

Il suit docilement le courant des styles, autrement dit la mode, cette légitime tyrannie qui n'est devenue intolérable de nos jours que parce qu'elle a perdu tout esprit de suite et toute faculté créatrice. Il est gothique d'abord, comme on peut le voir dans un lavedain (n° 258), visiblement composé avec un petit coffre de style flamboyant; il se fait ensuite aux formes plus douces, plus arrondies de la Renaissance, et le noyer détonne définitivement le chêne, trop cassant et trop rebelle aux moulures fines.

(1) Le bahut ou « coffre à bahut » est un meuble de voyage à des ardoises, ce que nous appelons aujourd'hui une malle.

Bourse de Paris du 6 octobre 1891.

Cours de clôture (Terme).	
3 % Français...	96
3 % Français 91...	95 07
3 % Amortiss...	96 77
4 1/2 % Franc...	105 97
Consolid. angl...	95 60
5 % Russe 1889...	97 80
5 % Italien...	90 52
4 % Autriche or...	94 85
4 % Hongrois...	90 90
5 % Etat serbe...	446
5 % Extér. esp...	69 65
3 % Portugais...	37 45
4 1/2 % Brésil 88...	280
5 % Argentin...	17 80
4 % Turc...	405
Priorité ottom...	492 50
Unifiée d'Egypte...	4625
Banque de France...	782 50
Banque de Paris...	782 50

Bourse de Lausanne du 7 octobre 1891.	
Cours de clôture.	
Actions Banque canton...	705
Caisse hypothécaire...	585
Banque d'Escompte...	1240
Société « La Suisse »...	670
Gaz de Lausanne jouissance...	260
Comp. de navigation libérée...	260
Société immob. lausannoise...	260
Obligat. Confédération 3 1/2 1887...	98
« Canton de Vaud 3 1/2 »...	102
Ville de Lausanne 4 %...	510
Ouest-Suisse 1886-61...	507
Suisse-Occid. nouvelles...	507
Emprunt de la Broye...	506
Caisse hyp. vaud. 3 1/2 %...	96

On a payé : Actions Caisse hypothécaire vaudoise 586; Obligations Lombardes 316.50; Caisse hypothécaire vaudoise 96.10.

Banque cantonale vaudoise : escompte du papier commercial à 10 %.

Sur le marché de Madrid

Les coffres du pays de Vaud sont facilement reconnaissables à leur dessin pur et ferme, à leur relief peu élevé, généralement détaché à plat sur le fond. Les ornements qu'ils affectent sont la grande palme droite, la rosace d'une élégante simplicité, le rinceau ou branche recourbée toujours très sobre et sans surcharge. La serrurerie en est rudimentaire. En Savoie ils présentent, des types analogues, mais subissent souvent l'influence du Lyonnais dont ils ont le style sévère, les longues rainures verticales, les pilastres grecs encadrant des caissons rectangulaires centrés par une tige en haut relief. Les coffres bourguignons n'étaient pas rares à Orbe, Romandorff et dans tout le canton de Neuchâtel, aiment surtout le métal l'on remplit par une tige de profil. L'influence germanique s'y fait déjà sentir dans l'usage des mascarons ou têtes grimaçantes. Le relief devient plus fort. Les divisions des rectangles sont marquées par des balustres figurant volutaires des caryatides finissant en piliers rectangulaires.

Si nous passons au Haut-Valais qui, au moyen-âge et même plus tard descendait jusqu'à Martigny, nous trouvons la Renaissance allemande dans toute son exubérance. La robe-bosse devient la règle, les motifs sont chargés, les rinceaux se compliquent d'arabesques étranges, griffons, chimères, ours et aigles héraldiques, lions dressés sur leurs pattes. Les armoiries et les écussons minutieusement écartelés envahissent les panneaux, de grosses guirlandes de fruits, pommes, poires, raisins, grenades éclatées remplissent tout les encadrements. La colonne torsse, chère à la Suisse allemande, fait son apparition. Les ferrures sont souvent des chefs-d'œuvre de serrurerie et on y rencontre les procédés de fermeture les plus ingénieux.

Tel est, en gros, la caractéristique de la sculpture du meuble dans notre contrée. Il y manque forcément bien des traits et l'on pourrait reprendre chaque variété au point de vue de son développement particulier des son apparition jusqu'à la décadence, sensible déjà au commencement du XVII^e siècle, lorsque la France, devenue arbitre du goût, impose aux pays voisins ses codes de style sévères. Contentons-nous d'avoir posé quelques jalons. Si nous avons choisi nos exemples dans la série des coffres, c'est qu'elle est la plus nombreuse et fournit les indications les plus précises. Lorsqu'on trouve sur un panneau sculpté les armes, les dates et les noms des vieilles familles valdôises, valaisannes ou savoyardes, c'est une garantie d'origine locale suffisante. Il va de soi que ces constatations une fois acquises peuvent être utilisées pour d'autres meubles de structure plus complexe comme les belles armoires, dont une sur-tout, provenant de Sierre, frappe tous les regards.

A. de M.

Réseau téléphonique.

Les réseaux téléphoniques aériens ont des inconvénients graves. S'ils peuvent à la rigueur convenir à de petites localités, ils sont tout à fait insuffisants pour des villes de quelque importance : on ne peut pas tendre indéfiniment des fils autour de la station centrale ni multiplier outre mesure les chevalets sur les toits des maisons. Passé une certaine limite, cela devient un inextricable embrouillamini.

Cette limite semblait atteinte à Lausanne et on commençait à avoir peine à satisfaire aux demandes des abonnés nouveaux. Aussi a-t-on dû s'arranger d'une autre façon. Le travail qu'on exécute actuellement sur Pépinière et place St-François aura pour effet de simplifier la tâche de l'administration des téléphones et de permettre une extension indéfinie des lignes : d'aérien, le réseau lausannois va devenir partiellement souterrain.

Deux câbles munis d'une enveloppe de plomb et contenant chacun 27 fils isolés par du caoutchouc descendent de la station centrale à travers le bâtiment de la poste jusqu'à la rue de Pépinière. De là une canalisation formée de deux fers Zorès accolés et liés par des brides les conduit à travers la place de St-François jusqu'à l'entrée de la promenade de Derrière-Bourg. Sur ce point doit s'élever une haute colonne carrée, en fers croisés, au sommet de laquelle monteront trois des câbles. Les 81 fils de ces trois câbles s'épanouiront sur un nombre correspondant d'isolateurs qui deviendront les points d'attache d'autant de fils aériens.

A l'angle de l'Athénée, la canalisation souterraine se bifurque. Six câbles vont Derrière-Bourg dont trois pour la colonne de la promenade et trois qui vont jusqu'à la place du Faucon, où s'élèvera une seconde colonne. Des six autres, qui descendent l'avenue du Théâtre, trois s'arrêtent au bas de Villamont, pour monter sur une troisième colonne; les derniers se prolongent jusqu'à l'avenue de Rumine où se trouvera la quatrième colonne.

Il y aura donc ainsi, répartis sur quatre colonnes et abouissant en un seul faisceau au bureau central, 324 fils pouvant desservir, dans la partie orientale de la ville, 324 abonnés nouveaux.

Espérons qu'on profitera du prochain réajustement du Grand-Pont pour exécuter le même travail à l'occident de Lausanne, et que peu à peu on en arrivera, comme à Paris et à Londres, à supprimer entièrement le réseau aérien.

L'administration des téléphones fait procéder actuellement à la pose d'une nouvelle ligne téléphonique directe Genève-Berne.

La ligne court le long de la voie ferrée; elle comporte un double fil en vue d'éviter les courants d'induction.

Les travaux ont commencé il y a deux mois, simultanément sur les tronçons Berne-Lausanne et Genève-Lausanne. Sur le premier tronçon il ne reste plus qu'un faible parcours à terminer. Sur le second, il ne reste plus que les fils à poser dans l'intérieur de la ville de Genève.

Par conséquent, on peut prévoir que dans une semaine on pourra correspondre directement avec Berne, sans passer par la station de Lausanne.

CHRONIQUE JUDICIAIRE

TRIBUNAL CANTONAL

Séances des 16 et 22 septembre 1891. Doit être considérée comme une action personnelle et mobilière soumise au for prévu par l'art. 69 de la constitution fédérale, l'action par laquelle une autorité tutélaire poursuit l'exécution d'une décision prise par elle dans sa compétence, tendant à obtenir que le tuteur, naturel ou autre, fournisse des sûretés pour la garantie des biens des mineurs, ou remette les dits biens en mains de l'autorité que cela concerne. — Veuve Kiefer c. Chambre des orphelins de Soleure.

Le créancier saisissant qui n'est pas satisfait de la déclaration du tiers saisi doit requérir une ordonnance de subrogation (C. p. c. art. 696), puis ouvrir action le cas échéant. Il ne saurait critiquer l'ordonnance d'adjudication rendue, en ce qui concerne les droits du tiers par la voie d'un recours contre une ordonnance dans laquelle ce tiers n'était pas partie. Joutet c. Berche.

Séance du 23 septembre. Doit être écarté le préjudiciellement le recours qui n'est signé ni par la partie ni par une personne ayant vocation à agir et son nom. — Mayor c. hoirs Nestlé.

COUR FISCALE

Séance du 15 septembre. Il y a lieu à l'amende prévue par l'art. 37 de la loi du 31 janvier 1889 lorsqu'une entente frauduleuse ou collusion a existé entre parties en vue d'éviter le paiement intégral du droit de mutation dû à l'Etat. — B. et E. et consorts.

Séance du 22 septembre. Lorsqu'une amende est encourue pour un testament qui a été fait sur papier libre, la dite amende ne saurait être prononcée contre l'héritier désigné lorsque celui-ci a répudié la succession; elle doit, au contraire être mise à la charge de la succession elle-même. — Succession Chaleat.

COUR DE CASSATION FÉDÉRALE

Séance du 15 septembre. L'art. 20, 2^e alinéa du Code pénal n'est applicable qu'au délit d'attentat à la pudeur commis sans violence sur un enfant de moins de douze ans. L'art. 201 est applicable à l'attentat à la pudeur commis avec violence sur une personne âgée de moins de quinze ans. — Bron.

DÉPÊCHES

Berne, 7 octobre. — Le Conseil fédéral convoque à Berne les représentants de toutes les compagnies de chemins de fer pour unifier les mesures de précautions en usage sur tous les réseaux suisses.

M. Weli, actuellement en congé au Tessin, rentrera à Berne au commencement de la semaine prochaine.

Naples, 7 octobre. — Hier une manifestation a protesté contre l'incident du Panthéon aux cris de : Vive l'Italie! Vive la France! Les manifestants ont voulu témoigner qu'ils ne rendaient pas la France responsable de l'incident.

Londres, 7 octobre. — M. Smith, premier lord de la trésorerie et leader du parti conservateur à la Chambre des communes, est mort hier après-midi.

Berlin, 7 octobre. — Par suite de la mort du roi de Wurtemberg, l'empereur Guillaume rentre aujourd'hui à Berlin.

Stuttgart, 7 octobre. — Le Journal officiel publie le manifeste par lequel le roi Guillaume II déclare qu'en vertu de ses droits, il prend la succession du trône et déclare qu'il maintiendra inviolables les principes de la constitution.

Plus loin dans une proclamation au peuple il promet de respecter la constitution, de défendre les droits du pauvre et du faible, de cultiver la crainte de Dieu et de n'user de sa situation de souverain allemand que pour maintenir inébranlables les traités qui ont fondé la patrie allemande.

Paris, 7 octobre. — La grève des ouvriers verriers s'étend actuellement à Givors, Fourmies et Douai.

Nice, 7 octobre. — Le général Canzio a quitté Nice hier retournant à Gènes.

Ed. FEHR, éditeur.

Résumé météorologique de Montreux.

(Station Clarens.)

Septembre, avec une température moyenne de 15°29, à Clarens (12°81 aux Ayants), est arrivée à la moyenne normale. Elle a présenté cette particularité que les deux premières décades ont été de beaucoup supérieures à la moyenne; celles-ci, 17°47 et 16°99, se rapprochent de la température de juin, tandis que la troisième décade avec 11°72 correspond à la moyenne d'octobre. Le maximum 23°2 a eu lieu le 4 du mois (22°6 le 3), et le minimum 6°2 le 24 (5°3 le 23).

Les oscillations du baromètre ont été peu développées. L'amplitude n'a été que de 10°. Moyenne 739.5, minimum 736.7 le 22, maximum 736.9 le 25. Il est tombé 105.7 (123.0) d'eau répartie sur 9 jours de pluie. Il y a eu encore six orages au commencement du mois, et la nébulosité du ciel a été de 3.2 (2.1). Aux Ayants, il y a eu 206 heures de soleil. L'humidité relative de l'air a été de 83 % (53 %). L'air a été en outre remarquablement calme, il n'y a eu que six observations de vent venant du sud, sud-ouest et ouest.

Meuble de salon Louis XIV bois noir

les 7 pièces en fantaisie pour 350 francs.

HEER-CRAMER & Co, LAUSANNE

FABRIQUE DE MEUBLES

Grand vin mousseux de Neuchâtel

CHAMPAGNE SUISSE

Swiss Champagne

Représentant à Ouchy :

Ch. PERRIN

Dépôt à Lausanne chez

MANUEL FRÈRES

Rue de Bourg,

Représentant

à Montreux :

C. BLANCHOD

Maison à Londres

68, Queen Street, City E.C.

(J. et R. M. Cræken.) 159

Propriétaires dans les crûs les plus renommés du vignoble neuchâtelois.

Le grand rôle des individus tombés dans la tourmente et le crime pour les relever. Mieux vaut agir préventivement que les maintenir debout pendant qu'on le peut encore.

M. Frey touche en passant à la question des monopoles; il ne les veut qu'à titre d'instruments fiscaux ou lorsqu'il est démontré que, dans l'intérêt public, une exploitation par l'Etat est préférable à l'exploitation privée.

Summa summarum, comme dit M. Frey, l'organisation sociale doit avoir pour fondement la liberté, la justice et l'amour, ce qui est tout un. L'intervention de l'Etat procède de son devoir de protéger la faible contre le fort. Une pareille organisation peut n'être pas suivant l'idéal socialiste; elle a sur celui-ci l'avantage d'être humaine et morale.

Quant aux questions de surproduction et de participation aux bénéfices, M. Frey ne les résout pas en principe, mais il pense que des assurances ouvrières et des mesures protectrices prises par l'Etat en matière de travail des femmes et des enfants, et même des adultes, il résultera une amélioration sensible de l'état de choses actuel.

Enoncé dans ces thèses générales, la réforme sociale, telle que M. Frey la conçoit, peut rallier la pluralité des suffrages, l'application étant une question de mesure. Elle n'est point pour satisfaire M. Steck, avec lequel l'ancien rédacteur de la *National Zeitung* discutait. « Avant de nous jeter au cou de la démocratie socialiste, nous ferons bien d'y regarder à deux fois, disait M. Frey. M. Steck veut le « nourissage » (die Fütterung) par l'Etat; nous lui en laissons le soin, mais nous doutons qu'il rallie beaucoup de monde à son règlement de cuisine ».

NOUVELLES DES CANTONS

BERNE. — Les comptes de la fête de Berne présentent un déficit de 18,000 fr. Si le gouvernement bernois consent à passer par profits et pertes la note de 10,000 fr. qu'il a présentée pour la mise sur pied des troupes auxquelles on avait confié le service d'ordre, le déficit sera réduit à 8,000 francs.

LUCERNE. — L'élection par le peuple des députés aux poursuites vient d'avoir lieu dans le canton de Lucerne. Les résultats sont une confirmation de la situation politique acquise par les conservateurs aux dernières élections communales. Cependant les radicaux ont emporté dans le cercle très disputé de Neuenkirch. La lutte a été vive en plus d'un endroit, en particulier à Rain, Nebikon, Udligswil, Littau. A Lucerne-Ville, les candidats radicaux ont été élus.

En sorte qu'il y aura, dans le canton de Lucerne, des agents de poursuite radicaux et d'autres qui seront conservateurs !

FRIBOURG. — Le Journal de Fribourg nous apprend la mort de M. Louis Dafflon, de la Tour-de-Tréme, décédé le 30 septembre. Ancien instituteur à Estavayer (1848-1851) et ancien secrétaire du département militaire, M. Dafflon était un membre très assidu de la Société cantonale d'histoire et de la Société de la Suisse romande. Tantôt il y exhibait des objets antiques des temps lacustres, de l'époque romaine ou de celle du moyen-âge, tantôt il signalait des trouvailles ou des découvertes de monuments faites dans les villages fribourgeois; quelquefois, il lisait un document intéressant, comme, par exemple, l'inventaire de l'arsenal d'Estavayer en 1464, ou un travail de son cru. Parmi ces derniers, nous signalerons une monographie intitulée : « Les villes du canton de Fribourg ». Il a collaboré au classement et à l'inventaire des riches archives d'Estavayer. A force de recherches et de persévérance, il était parvenu à se former dans sa demeure de La-Casa, à la Tour-de-Tréme, — maison paternelle du fameux Chenaux, — un petit musée qui n'est pas sans valeur.

SAINT-GALL. — Les vignes de la contrée de Sargans présentent l'aspect le plus désolant. Sur 100 ceps, 30 en moyenne n'ont pas un grain de raisin, 50 portent quelques grappillons bons tout au plus à être distillés, 20 ont une ou deux grappes qui ont beaucoup de peine à mûrir. Dans certains ceps il n'y a absolument rien à récolter.

TESSIN. — Les obsèques du sculpteur Vincenzo Vela ont eu lieu hier. Il était venu un nombre très grand de notabilités suisses et italiennes. Le deuil était conduit par le peintre Spartaco Vela, fils du défunt. Le Conseil fédéral avait envoyé une lettre de condoléances et une splendide couronne funéraire. Toutes les localités principales du Tessin avaient envoyé des délégations.

Le ministre de l'instruction publique du royaume d'Italie, M. Villari, a fait exprimer à la famille de l'artiste les sentiments de sympathie du gouvernement italien.

Ont parlé sur la tombe : M. le conseiller d'Etat Colombi, pour le gouvernement tessinois; M. le com-

mandeur Tullio-Massarani, sénateur italien, pour l'Académie de San-Luca, de Rome; M. Gridini, architecte, pour la famille et la Société des beaux-arts tessinois; M. Vegezzi, maire, pour la ville de Lugano; M. Cadenazzi pour la ville de Côme; M. Simen, journaliste, au nom des amis politiques du défunt et MM. les professeurs Mola et Baragiola.

VALAIS. — La Société viticole de Sion a arrêté le prix du fendant à 22 francs la brante de 45 litres de raisin foulé.

NEUCHÂTEL. — A Neuchâtel, un comité d'action composé de MM. Amiet, Borel-Corvoisier, Eug. Borel, Clerc-Lambelet, Emile Lambelet, Mentha, professeur, C. Schneider, L. Sottaz, Ed. Steiner, Ferd. Richard et Alph. Wavre, a été constitué pour combattre le tarif domanier.

Le canton de Neuchâtel sera pour ainsi dire unanime à rejeter le tarif.

GENÈVE. — On lit dans le *Genevois* : « On nous assure que les diaconesses viennent de faire leur entrée à l'hôpital cantonal. Est-ce vrai ? La commission de l'hôpital a-t-elle vraiment pris sur elle une aussi grave infraction au principe de la neutralité confessionnelle de tous nos services publics ? Le Conseil d'Etat a-t-il laissé faire ? »

Nous avons eu la même polémique dans le canton de Vaud lorsque les diaconesses ont fait leur entrée à l'hôpital cantonal de Lausanne. Le Grand Conseil a passé outre et aujourd'hui chacun se lève de la présence de ces pieuses et charitables femmes dans l'hôpital, où elles rendent les meilleurs services.

CANTON DE VAUD

Monument Davel. — Voici les sommes reçues par le comité central pendant le mois de septembre : Montant des listes précédentes, fr. 24,075.65. — Comité Davel pour le district d'Avenches, 1^{er} à-compte, fr. 200. — Produit d'une souscription à Apples, fr. 35. — Moitié du produit net d'un concert donné à Lausanne par l'Orchestre et l'Union chorale, fr. 17.05. — Comité Davel pour le district de Cossonay, 1^{er} à-compte, fr. 1007. — Collecte du Jeune à l'église allemande de Lausanne, fr. 26. — Collecte du Jeune au temple de l'Abbaye, fr. 20. — Quelques porteurs de billets de la tombola Cathédrale de Berne, par M. Strehl, fr. 20. — Société des volontaires de Moudon, collecte, fr. 64.40. — De la troupe qui a représenté le Major Davel à Oron en août, fr. 100. — Comité Davel pour le district de Cossonay, 2^e à-compte, fr. 25. Total, fr. 25,590.10.

AIGLE. — Le comité pour la restauration du temple d'Aigle a le plaisir de porter à la connaissance du public que le bénéfice net de la vente du 24 septembre, y compris quelques dons en espèces, est de 3668 fr. 50.

Le tirage de la tombola destinée à liquider les objets restants aura lieu jeudi 8 octobre.

YVERDON. — Le tribunal du district d'Yverdon, sur la réquisition du ministère public, a condamné un marchand de vin de la ville à une amende de 3000 francs, un emprisonnement de 15 jours, l'insertion du jugement dans la *Faune des avis officiels* et son affichage dans toutes les communes du district d'Yverdon, pour une triple contrevention, soit : 1^{re} venue sous le nom de vin de liqueur n'étant pas le produit exclusif de la vigne; 2^e inobservation de l'article de la loi traitant des bordereaux spéciaux devant accompagner chaque vente de vin; inobservation de l'article de la loi obligeant ceux qui font le commerce de vins artificiels d'en faire une déclaration à la préfecture et d'apposer sur les fûts une indication désignant la nature de la marchandise.

Le défenseur de l'accusé, M. C. Pilicier, a prononcé une brillante plaidoirie dans laquelle il s'est attaché à démontrer que l'accusé n'avait été que l'instrument inconscient d'un ancien associé, un roué compère déjà compromis ailleurs dans des affaires véreuses, et qui avait la haute main dans les caves de la maison. Les employés cités comme témoins ont nettement confirmé ce fait, qui, d'ailleurs, était de notoriété publique.

La cour ne s'est pas rendue à ces raisons, qui établissaient de sérieuses circonstances atténuantes en faveur de M. B., et a prononcé contre l'accusé la peine requise par le ministère public.

GRANDSON. — Samedi dernier, la fabrique de carton Daulte, et ses dépendances, à Péroset, ont été vendues à un acheteur de Sainte-Croix pour le prix de 68,500 fr. Ils avaient été estimés par experts à 90,496 francs.

CUDREFIN. — Le 1^{er} octobre, à 8 heures du matin, à La Sauge, un agriculteur a incendié sa maisonnette dans les circonstances suivantes :

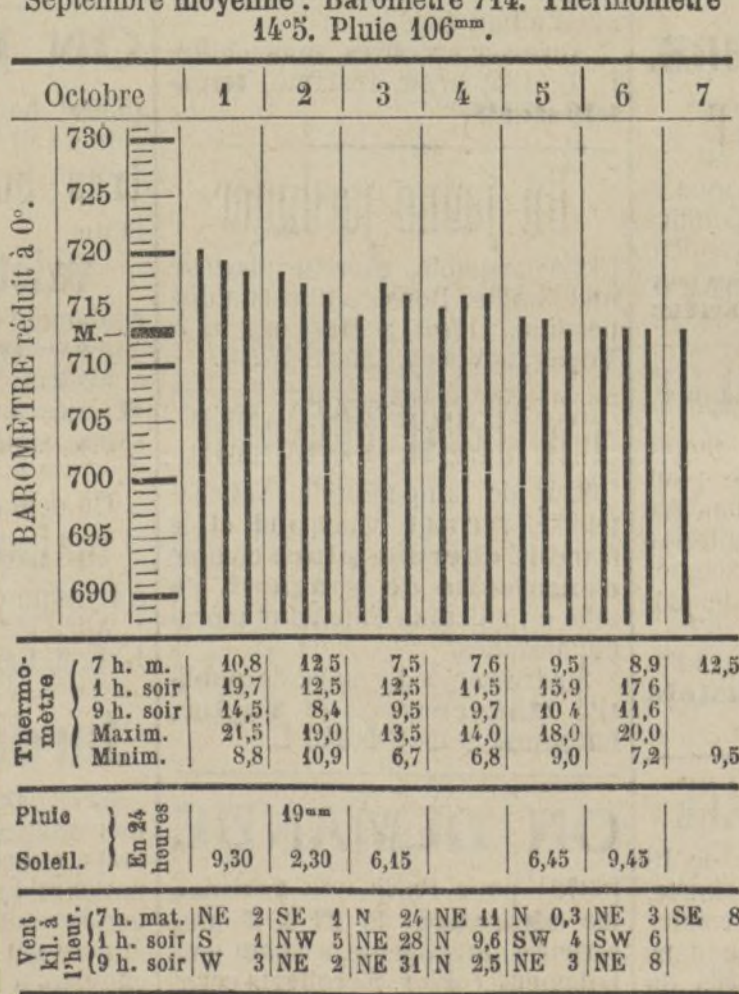
Les deux filles de la femme avec laquelle il vivait étaient encore couchées : après avoir mis le feu à sa maison, il appela les deux filles et leur intima l'ordre de se sauver en leur disant qu'il allait se pendre. Quoique le bâtiment soit entièrement consumé, le mobilier a été sauvé. Rien n'était assuré. L'incendiaire a disparu.

Observations météorologiques

DE LA STATION CENTRALE D'ESSAIS VITICOLES

Champ-de-Vin à 7 h. m., 1 h. et 9 h. s. — Alt. 555 m. — Long. : 6°38'36; Lat. : 46°31. — Barom. : 713; Therm. : 9°6; Haut. d'eau : 1 m.03.

Septembre moyenne : Baromètre 714. Thermomètre 14°5. Pluie 106 mm.



Situation générale.

Une forte dépression s'accroît sur l'Irlande, 735. Basses pressions s'étendent jusqu'à nous, hautes pressions à l'est. Max. sur St-Petersbourg, 775. — Temps probable : brumeux et doux, puis quelque pluie.

Horaire des bateaux à vapeur

Heures de passage des bateaux aux principaux ports de la côte suisse (Pour le service complet, voir les horaires.)

Départ de
